

Note : ce qui suit est la traduction d'un document en Anglais reçu par le Secrétariat. Pour plus de détails, se reporter à l'original.



Office of
Deputy Commissioner
of Maritime Affairs

THE REPUBLIC OF LIBERIA
LIBERIA MARITIME AUTHORITY

8619 Westwood Center Drive
Suite 300
Vienna, Virginia 22182, USA
Tel: +1 703 790 3434
Fax: +1 703 790 5655
Email: investigations@liscr.com
Web: www.liscr.com

le 22 janvier 2014

M. Rondolph Payet
Secrétaire exécutif
Commission des thons de l'océan Indien (CTOI)
PO box 1011, Victoria, Mahé
Seychelles
courriel : secretariat@iotc.org

Objet : Candidature du Liberia au statut de partie coopérante non contractante

M. le Secrétaire,

Cette lettre fait office de candidature du Liberia au statut de partie coopérante non contractante (« CNCP ») de la Commission des thons de l'océan Indien (« CTOI »). Veuillez noter que la raison de notre demande de devenir CNCP de la CTOI est que nous avons dans notre Registre libérien des navires frigorifiques qui participent à des activités de transbordement dans la zone de compétence de la CTOI. Les informations suivantes répondent aux exigences d'obtention du statut de CNCP et sont soumises en appui à la candidature du Liberia :

1. lorsqu'elles sont disponibles, données historiques sur les pêcheries dans la zone de compétence de la CTOI, dont les captures nominales, le nombre/type de navires, le nom des navires de pêche, l'effort de pêche et les zones de pêche ;
2. la totalité des données que les parties contractantes doivent soumettre à la CTOI au titre des résolutions adoptées par la CTOI ;
3. des informations détaillées sur la présence de pêche actuelle dans la zone de compétence de la CTOI, sur le nombre de navires et sur les caractéristiques de ceux-ci ;
4. des informations sur les éventuels programmes de recherches conduits dans la zone de compétence de la CTOI, y compris leurs résultats ;
5. un engagement à respecter les mesures de conservation et de gestion de la Commission ;
6. des extraits pertinents du projet de Loi sur la pêche du Liberia ; et
7. un tableau identifiant les navires frigorifiques actuellement immatriculés au Liberia.

Merci de bien vouloir accuser réception de cette candidature et de nous indiquer si le Liberia peut obtenir le statut de CNCP.

Cordialement,

Margaret Ansumana
Commissaire-adjoint
Affaires maritimes du Liberia

PIÈCE JOINTE 1

Exigence : données historiques complètes sur les pêches, incluant :

- a) captures nominales ;
- b) nombre/type de navires ;
- c) noms des navires ;
- d) effort de pêche/zones de pêche.

Liberia

NOTE : Cette exigence ne s'applique pas au Liberia pour les activités de pêche non nationales. Si l'immatriculation de navires de pêche est envisagée dans la zone de compétence de la CTOI, le Liberia en informera la CTOI et soumettra les informations requises :

- a) captures nominales ;
- b) nombre/type de navires ;
- c) noms des navires ;
- d) effort de pêche/zones de pêche.

Néanmoins, nous pouvons fournir un tableau identifiant les navires frigorifiques battant pavillon du Liberia actuellement immatriculés, par nom, type et numéro OMI.

PIÈCE JOINTE 2

Exigence : données que les parties contractantes doivent soumettre à la CTOI sur la base des résolutions adoptées par la CTOI :

Liberia : à la demande de la CTOI, le Liberia est prêt à compiler les informations nécessaires et à les soumettre sans délai à la CTOI.

PIÈCE JOINTE 3

Exigence : informations sur la présence de pêche actuelle dans la zone de compétence de la CTOI, nombre et caractéristiques des navires :

Liberia : cette exigence ne s'applique pas au Liberia pour les activités de pêche non nationales. Si l'immatriculation de navires de pêche est envisagée dans la zone de compétence de la CTOI, le Liberia en informera la CTOI et soumettra les informations requises

PIÈCE JOINTE 4

Exigence : informations sur les éventuels programmes de recherches que le Liberia a conduit dans la zone de compétence de la CTOI et leurs résultats :

Liberia : cette exigence ne s'applique pas au Liberia. Si des programmes de recherches sont envisagés dans la zone de compétence de la CTOI, le Liberia en informera la CTOI et soumettra les informations requises

PIÈCE JOINTE 5

Exigence : engagement à respecter les mesures de conservation et de gestion de la CTOI et à pleinement coopérer à leur mise en œuvre :

Le Liberia s'engage explicitement à respecter les mesures de conservation et de gestion de la CTOI et à pleinement coopérer à leur mise en œuvre, en particulier :

- Résolution 13/01 sur la suppression des mesures de conservation et de gestion obsolètes
- Résolution 12/10 Pour promouvoir la mise en œuvre des mesures de conservation et de gestion déjà adoptées par la CTOI
- Résolution 11/03 Visant à l'établissement d'une liste de navires présumés avoir exercé des activités de pêche illégales, non déclarées et non réglementées dans la zone CTOI
- Résolution 06/03 Sur la mise en place d'un Programme de système de surveillance des navires

PIÈCE JOINTE 6

Exigence : informer la Commission des mesures prises pour garantir l'application par les navires frigorifiques battant pavillon du Liberia :

Surveillance : Le Liberia a mis en place un système de surveillance des navires (SSN) obligatoire pour tous les navires qui transbordent dans le cadre de notre programme de licence de transbordement. Lorsqu'un navire demande une licence de transbordement, le navire reçoit un Transmetteur automatique de localisation (ALC) composé d'un kit SSN Thorium (incluant une tablette), expédié directement depuis nos bureaux en Virginie (USA). Les navires envoient leur position à notre Centre de surveillance des pêches (CSP) toutes les heures. Notre SSN est fourni par CLS America.

Rapports de transbordements : La tablette du SSN inclut un journal électronique de transbordement et un outil de déclaration. Comme requis, avant et/ou après chaque transbordement ou débarquement, une déclaration sera envoyée au Secrétariat de la CTOI, au CSP et/ou à l'autorité compétente de l'État du port.

Rapports annuels : Le Liberia enverra ses rapports annuels à la CTOI, comme requis.

Contacts : Le Registre libérien a 17 bureaux dans le monde et dispose de près de 400 inspecteurs de l'État du pavillon dans tous les principaux ports de commerce. Le bureau principal du Registre est à Vienne (Virginie, USA), où se situe le Centre de surveillance des pêches de l'État du pavillon pour les navires participant à des opérations de transbordement.

Inspection : Si l'un de nos navires est inspecté et qu'une infraction est relevée, le Registre libérien a l'autorité d'envoyer un navire au port au titre du Règlement maritime du Liberia (RLM-108). Ce règlement est rédigé par le Commissaire de l'Autorité maritime du Liberia en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la Section 11 du Chapitre 1 de l'Article 21 du code de la République du Liberia (Droit maritime).

ISO 9001 : Le Registre libérien a un système d'assurance qualité qui est certifié ISO 9001 par le *British Standards Institution* (BSI). Cela garantit que nous assurons un programme de transbordement de qualité avec des procédures strictes qui sont respectées par nos bureaux et nos navires, qui font chaque année l'objet d'un audit externe indépendant.

PIÈCE JOINTE 7

Projet de Notice marine : sections pertinentes du Règlement de la pêche du Liberia (2010)



Office of
Deputy Commissioner
of Maritime Affairs

THE REPUBLIC OF LIBERIA
LIBERIA MARITIME AUTHORITY

Marine Notice

_____-005
02 JAN 2015

À : TOUS LES ARMATEURS ET EXPLOITANTS DE NAVIRES FRIGORIFIQUES
BATTANT PAVILLON LIBÉRIEN

OBJET : Transbordement et activités de pêche illicite, non déclarée, non réglementée (INN)

Référence : (A) Commission des thons de l'océan Indien (CTOI)
(B) Commission interaméricaine des thons tropicaux (IATTC)
(C) Commission internationale pour la conservation des thons atlantiques (CICTA)
(D) Organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique sud (SPRFMO)
(E) Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC)

OBJECTIF :

Cet avis informe les armateurs et exploitants de navires frigorifiques battant pavillon libérien impliqués ou prévoyant de l'être dans le transbordement de certains stocks de poissons dans et autour de l'océan Indien. Le transbordement facilite le blanchiment du poisson « pirate », en raison de l'incapacité des autorités côtières et de l'État du pavillon de surveiller comment, par qui et où le poisson transféré est pêché. Les pertes mondiales dues à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) ou à la pêche pirate sont estimées entre 10 et 23,5 milliards de dollars chaque année. Les États du pavillon sont incités par les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) à décourager leurs navires frigorifiques de mener à réaliser des transbordement illégaux.

APPLICATION :

Le présent avis se applique à tous les navires frigorifiques battant pavillon libérien s'engageant ou prévoyant de s'engager dans le transbordement du poisson dans et autour de l'océan Indien. Conformément aux principes des ORGP, les membres, y compris les Parties contractantes (CP) et les Parties coopérantes non contractantes (CNC) sont invités à :

- autoriser l'utilisation de navires de pêche et frigorifiques battant leur pavillon uniquement si elles sont en mesure d'exercer efficacement leurs responsabilités à l'égard de ces navires ;
- mettre en œuvre et appliquer des mesures de conservation et de gestion (MCG) par un suivi, un contrôle et une surveillance efficaces ; et
- lutter contre la pêche INN.

DESCRIPTION :

A. Transbordement

Le transbordement est le transfert de lots à partir d'un navire de pêche vers un autre navire, généralement un cargo réfrigéré (« reefer »). Ces transferts peuvent se dérouler soit au port soit en mer et sont une des principales causes du manque de transparence dans la pêche mondiale qui permet la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN).

B. Activités de pêche INN

La pêche INN est le terme utilisé pour décrire les activités de pêche qui contreviennent à des accords nationaux ou internationaux et à des mesures de gestion. Les ORGP, dans leurs efforts pour lutter contre la pêche illégale, examinent les informations fournies par leurs États-membres sur les activités des navires de pêche et frigorifiques qui pourraient nuire à l'efficacité de leurs MCG. Les navires sont présumés avoir exercé des activités de pêche INN lorsqu'ils :

- exploitent des stocks de poissons protégés dans une zone de compétence donnée et ne sont ni enregistrés ni autorisés à pêcher dans cette zone ;
- n'enregistrent et/ou ne déclarent pas leurs prises en conformité avec les exigences de déclaration, ou font délibérément de fausses déclarations ;
- pratiquent la pêche, y compris le transbordement, en violation des MCG ; et
- pêchent et/ou transbordent sans permis.

C. Liste des navires INN

Les navires qui sont convaincus d'avoir mené une ou plusieurs des activités ci-dessus sont inscrits sur un projet de « Liste des navires INN » qui est ensuite transmis aux CP et aux CNC dont les navires sont inscrits sur celle-ci. L'État du pavillon a la responsabilité d'informer les propriétaires des navires de leur inscription sur la Liste et des conséquences qui peuvent en résulter. Certaines actions probables contre des navires présumés avoir exercé des activités de pêche INN comprennent :

- le retrait ou la suspension des licences ;
- l'interdiction de l'accès au port ;
- la saisie des captures ;
- le refus d'accorder un pavillon ;
- le retrait du pavillon du navire ; et
- l'interdiction de l'importation, de l'exportation et de la réexportation des produits de la pêche.

D. Retrait d'une Liste des navires INN

Un navire peut être retiré d'une Liste des navires INN si l'État du pavillon dudit navire démontre :

- que le navire n'a pas participé à des activités de pêche INN ; ou
- que des mesures efficaces ont été prises en réponse aux activités de pêche INN en question, y compris des poursuites et l'imposition de sanctions de sévérité adéquate ;
- qu'il a adopté des mesures qui garantiront que le navire se conforme à toutes les réglementations ; et
- qu'il sera capable d'assumer efficacement ses responsabilités en matière de suivi et de contrôle des activités de pêche du navire dans la zone de compétence.

EXIGENCES :

Les ORGP exigent que leurs membres prennent les mesures nécessaires pour assurer que les navires de pêche ou réfrigérés battant leur pavillon respectent certaines exigences lorsqu'ils pêchent ou se livrent à des activités de transbordement. Voici quelques exigences qui sont applicables aux navires frigorifiques battant pavillon libérien :

1.0 Mesures de conservation et de gestion (MCG)

Les parties contractantes et les parties non contractantes sont tenues de mettre en œuvre les NCG adoptées par les ORGP, y compris, mais sans s'y limiter, des mesures :

- (a) pour mettre en œuvre les mesures de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INN ;
- (b) pour établir une liste des navires présumés avoir exercé des activités de pêche INN ;
- (c) pour assurer la viabilité à long terme des ressources halieutiques et promouvoir l'objectif de leur utilisation responsable ; et
- (d) pour établir des programmes pour le transbordement par les navires industriels.

2.0 Devoirs de l'État du pavillon du ressort du Liberia dans la zone de compétence de la CTOI

Les États du pavillon sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires :

- A. s'assurer que les navires de pêche et/ou frigorifiques battant leur pavillon se conforment aux dispositions des Conventions de la CTOI et des MCG adoptées, et s'assurent que les navires ne se livrent pas à des activités qui compromettent l'efficacité de ces mesures ;
- B. autoriser l'utilisation de navires battant leur pavillon pour des transbordements dans la zone de compétence ;
- C. maintenir un registre des navires autorisés à battre leur pavillon et autorisés à pêcher des ressources halieutiques, et veiller à ce que, pour tous ces navires, les renseignements qui peuvent être spécifiées par la Commission soient saisis dans ce registre ;
- D. prévenir la Commission lorsqu'un navire déjà autorisé n'est plus autorisé par le membre ou la CNCP à pêcher dans la zone de compétence ;
- E. s'assurer que les navires de pêche et/ou frigorifiques battant leur pavillon transportent et utilisent l'équipement suffisant pour se conformer avec les normes et procédures de système de surveillance des navires (SSN) adoptées par la Commission ;
- F. s'assurer que les navires de pêche et/ou frigorifiques battant leur pavillon débarquent ou transbordent des ressources halieutiques capturées dans la zone de compétence conformément aux normes et procédures adoptées par la Commission ;
- G. prendre toutes les mesures nécessaires pour soutenir les efforts visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INN ; et
- H. enquêter immédiatement et faire rapport sur les mesures prises en réponse à toute violation présumée par les navires de pêche et/ou navires frigorifiques battant leur pavillon.

3.0 Responsabilités des armateurs et des exploitants

Les armateurs et exploitants d'un navire doivent se conformer aux lois nationales applicables dans chaque État partie à la Convention dans la juridiction duquel ledit navire entre et doivent être responsables de l'application par les navires et les équipages de ces lois et de l'exploitation des ressources halieutiques par ces navires conformément à ces lois. Les armateurs et exploitants de navires engagés dans des activités de transbordement doivent :

- A. veiller à ce qu'ils obtiennent l'autorisation de l'État du pavillon avant de s'engager dans des activités de transbordement ;
- B. s'assurer que l'autorisation délivrée par l'État du pavillon du navire et, si applicable, une licence, doit être conservée à bord du navire en tout temps et produite à la demande d'un responsable de l'application autorisé de tout membre de la Commission ;
- C. s'assurer que les données sur les débarquements et les opérations de transbordement sont fournies à l'État du pavillon ;
- D. s'assurer que le bateau est marqué et identifié ; en tout temps lorsque le navire est dans la zone de compétence, toutes les parties de ces marques doivent être claires et distinctes ;
- E. s'assurer que le transmetteur automatique de localisation (ALC) des navires soit opérationnel et transmette ses informations en conformité avec les normes de surveillance des navires des ORGP ;
- F. autoriser et aider toute personne autorisée par une ORGP, dans le port désigné ou la zone désigné de laquelle un transbordement a lieu, à avoir pleinement accès aux installations et équipements que cette personne autorisée peut juger nécessaires pour mener à bien ses fonctions, y compris un accès complet au pont, au poisson à bord et aux zones qui peuvent être utilisées pour détenir, transformer, peser et stocker du poisson, et un accès total aux enregistrements du navire, y compris son journal de pêche et ses documents dans un but d'inspection et de photocopie.

4.0 Licences et autorisations de transbordement

Les États du pavillon sont encouragés à s'assurer que tous leurs navires de pêche, de transport et auxiliaires participants à des transbordements en mer ont obtenu une autorisation préalable ou d'un permis de transbordement délivré par l'État du pavillon et à soumettre aux ORGP ou autres institutions désignées les informations requises sur ces opérations.

Le Registre du Liberia, sur approbation/acceptation de la CTOI et des autres ORGP, attribuera des licences de transbordement autorisant les navires frigorifiques battant pavillon libérien à participer aux activités de transbordement dans diverses zones de convention.

5.0 Surveillance, application et exécution

Les ORGP ont mis en place des procédures de coopération appropriées pour un suivi, un contrôle et une surveillance efficaces de la pêche et des transbordements et pour s'assurer du respect de leurs conventions et MCG :

- mise en place et maintenance de registres des navires autorisés à pêcher dans la zone de la Convention ;
- s'assurer que les navires sont équipés de Transmetteurs de localisation automatiques (ALC) fonctionnels ;
- marquage des navires et engins de pêche, enregistrement des activités de pêche et notification des mouvements des navires et des activités par un système de surveillance des navires par satellite ;
- programme d'inspection, en mer et dans les ports, y compris des procédures d'arraisonnement et d'inspection des navires dans la zone de la Convention ;
- rapports sur les violations détectées, les progrès et les résultats des enquêtes et des mesures d'exécution prises.

6.0 Système de surveillance des navires (SSN)

Le Liberia veillera à ce que tous les navires frigorifiques battant pavillon libérien exerçant des activités de transbordement dans les zones de convention soient équipés d'un ALC pleinement opérationnel. Les services SSN seront fournis pour les navires battant pavillon libérien par une société désignée par le Liberia.

7.0 Arraisionnement en haute mer

Les ORGP ont établi des procédures pour l'arraisionnement en haute mer. Ces procédures peuvent inclure des observateurs et des inspecteurs autorisés avec le pouvoir d'inspecter les navires de pêche et frigorifiques dans les zones de convention, leurs licences, leurs engins et équipements, les registres et tous documents pertinents nécessaires pour vérifier la conformité avec les MCG en vigueur, conformément à leurs conventions et autres procédures établies.

[note : le Règlement de la pêche du Liberia de 2010 reproduit ci-dessous est disponible uniquement en anglais]



**REGULATIONS RELATING TO FISHERIES,
FISHING AND RELATED ACTIVITIES
FOR THE MARINE FISHERIES SECTOR
IN THE REPUBLIC OF LIBERIA**



**MINISTRY OF AGRICULTURE
MONROVIA, LIBERIA
NOVEMBER 24, 2010**

Fisheries Regulations 2010

A new regulation for the Marine Fisheries Sector in the Republic of Liberia

MINISTRY OF AGRICULTURE BUREAU OF FISHERIES

REGULATIONS RELATING TO FISHERIES/ FISHING AND RELATED ACTIVITIES

Regulations made by the Minister of Agriculture in the exercise of the powers conferred upon the office by section 105 of Chapter 4, Subchapter C of Title 24 of the Laws of The Republic of Liberia (the Natural Resources Law, 1958) and approved as required by such Law and having effect from this 1st day of October A.D. 2010.

ARRANGEMENT OF SECTIONS

PART I PRELIMINARY

1. Definitions
2. Application of Regulations

PART II FISHERIES CONSERVATION AND MANAGEMENT

3. Principles for fisheries management
4. Conservation and management measures
5. Fisheries Management Plans
6. Inshore exclusion zone
7. Illegal fishing gear and methods
8. Interfering with fishing gear
9. Prohibition on leaving or abandoning objects in the sea

PART III REQUIREMENTS FOR FISHING AND OPERATING FISHING VESSELS

10. Compliance with these Regulations and applicable license or authorization
11. Unlicensed activities prohibited
12. Stowage of fishing gear
13. Fishing vessels entering or exiting the Fisheries Waters

PART IV LICENSES AND AUTHORIZATIONS - REQUIREMENTS AND PROCEDURES

14. Licenses and authorizations required
15. Grant, renewal and issuance of licenses and authorizations
16. Standards for approval or renewal of licenses and authorizations
17. Preconditions for license issuance to foreign fishing vessels
18. Preconditions for license issuance to industrial fishing vessels

19. Requirements for denial of licenses or authorizations
20. Application for the grant or renewal of licenses or authorizations
21. Terms and conditions of licenses and authorizations
22. Period of validity
23. Fees, charges or levies
24. Suspension or cancellation of license or authorization
25. Termination of licenses and authorizations
26. Appeal
27. Register of licenses

PART V
CONDITIONS AND REQUIREMENTS FOR FISHING, TRANSSHIPMENT
AND THE USE OF PORTS

28. Conditions for fishing
29. Conditions for industrial fishing
30. Reporting requirements for industrial fishing vessels
31. Conditions for semi-industrial vessels
32. Reporting requirements for semi-industrial vessels
33. Transfer of Semi-industrial or Industrial Fishing Licenses
34. Conditions for artisanal fishing vessels
35. Requirements for transshipment
36. Deployment and maintenance of a fish aggregating device
37. Prior information and authorization required for use of a port by a foreign fishing vessel
38. Denial of the use of port to a foreign fishing vessel
39. Inspection of foreign fishing vessels in port

PART VI
INFORMATION, RECORDS, RETURNS, REGISTERS

40. Information given under these Regulations
41. Ownership of information
42. Records, Returns and Other Information
43. Registers to be maintained by the Bureau

PART VII
MONITORING, CONTROL, SURVEILLANCE AND COMPLIANCE

44. Monitoring, control and surveillance responsibility and functions
45. Fisheries Inspectors – authority and powers
46. Appointment of fisheries inspectors
47. Powers of fisheries inspectors
48. Observers – functions and authority
49. Appointment of observers
50. Duties of observers
51. Financial responsibility of licensees for observers
52. Notice of intention to place observers

- 53. Duties of licensee, etc. to observers
- 54. Duties of master, crew, to fisheries inspectors and observers
- 55. Vessel Monitoring System
- 56. Abandoned vessel, gear, fish or fish products
- 57. Immunity of fisheries inspectors and observers

PART VIII
OFFENCES AND PENALTIES AND REPEAL OF REGULATIONS

- 58. Offences and penalties
- 59. Arrest or detention and release of foreign fishing vessels, crew members
- 60. Continuing offence
- 61. Costs incurred by state
- 62. Banning order
- 63. Default for non-payment
- 64. Liability for non-payment of pecuniary penalties
- 65. Liability for loss or damage
- 66. Civil liability of officers of companies
- 67. Liability of operators
- 68. Repeal of previous Regulations

SCHEDULE 1	REQUIREMENTS FOR PERFORMANCE BONDS
SCHEDULE 2	LICENSE APPLICATION FORM
SCHEDULE 3	FEES FOR LICENSES ISSUED PURSUANT TO THESE REGULATIONS
SCHEDULE 4	MARKING OF FISHING VESSELS
SCHEDULE 5	MARKING OF FISHING GEAR
SCHEDULE 6	REQUIREMENTS FOR TRAWLING GEAR
SCHEDULE 7	INFORMATION TO BE PROVIDED IN ADVANCE BY VESSELS REQUESTING PORT ENTRY
SCHEDULE 8	PROCEDURES FOR INSPECTION OF FISHING VESSELS IN PORT
SCHEDULE 9	REPORT OF THE RESULTS OF THE INSPECTION AT PORT

- 1) These Regulations, unless the contrary intention appears, apply to:
 - a. all areas over which the Republic of Liberia exercises jurisdiction or sovereign rights;
 - b. all fishing and related activities, utilisation of fish and genetic material derived from them and any other activity or matter falling within the scope of these Regulations;
 - c. all persons, vessels, vehicles, aircraft, export facilities or other craft or place engaged in or otherwise connected with any activity falling within the scope of these Regulations;
 - d. all persons (including non citizens), and all vessels (including foreign vessels) in and in relation to:
 - i. the Fisheries Waters; and
 - ii. areas beyond national jurisdiction:
 1. following hot pursuit initiated in the Fisheries Waters and conducted in accordance with international law; or
 2. as required pursuant to these Regulations or international conservation and management measures, or permitted by international law or any international agreement; and
 - e. all Liberian fishing vessels and all persons on them or dealing with or having any relevant relationship to them or persons on them, in and in relation to any areas within or beyond national jurisdiction in so far as this is not in conflict with the jurisdiction of another State.
- 2) A fishing vessel is deemed not to be a Liberian fishing vessel if it is registered in a country other than Liberia instead of or in addition to being registered in Liberia.
- 3) These Regulations have extraterritorial application according to their provisions and tenor.

PART II

FISHERIES CONSERVATION AND MANGEMENT

3. Principles for fisheries management

The Bureau shall evaluate which types of management measures are necessary to ensure sustainable management of fisheries, and shall attach importance to the following principles:

- a. a precautionary approach, in accordance with international agreements and guidelines;
- b. an ecosystem approach that takes into account habitats and biodiversity;
- c. effective control of harvesting and other forms of utilisation of resources;
- d. appropriate allocation of resources, which among other things can help to ensure employment and develop the fisheries sector of the Republic of Liberia;
- e. optimal utilisation of resources, adapted to marine value creation, markets and industries; and
- f. ensuring that harvesting methods and the way gear is used take into account the need to reduce possible negative impacts on living marine resources.

4. Conservation and management measures

- 1) In giving effect to its responsibilities for fisheries conservation and management pursuant to these Regulations, the Bureau shall develop, recommend to the Minister, **implement, monitor and enforce conservation and management measures necessary to ensure the long-term sustainable use of fisheries resources in accordance with the principles for fisheries management** set out in Section 3 of these Regulations.
- 2) The Minister shall determine the conservation and management measures taking into account the recommendations of the Bureau. Such measures may include the total allowable catch and/or total applied effort to be allocated in any year to any fisheries sub-sector and the means of implementation of such measures, including by:

- a. the granting of fishing rights to artisanal fishers;
 - b. determining quotas in accordance with these Regulations;
 - c. applying such other measures, rules and standards that may be approved by the Minister and published by the Bureau.
- 3) The Minister may require fishing rights to be granted as a prerequisite for license issuance for artisanal fisheries, in accordance with such requirements as may be prescribed, and may determine the use of a particular type of vessel or gear, or area of fishing, to which a right may be subject. The period of a fishing right shall not exceed 15 years, after which it shall automatically terminate and revert back to the State to be reallocated in accordance with relevant Laws and Regulations.
- 4) The Minister may determine national, group and vessel quotas as follows:
- a. national quotas shall be determined for a specific period of time and may consist of the maximum permitted quantities of fish that may be harvested, expressed in terms of weight, volume, number or types of fish that may be harvested, expressed in terms of weight, volume, number of individuals, the number of days harvesting or other terms;
 - b. group quotas shall be determined for a specific period of time and may consist of the maximum permitted harvest for each vessel group, gear group or other defined group;
 - c. quotas for individual vessels may be expressed in terms of weight, volume, number of individuals, the number of days harvesting is permitted, or in other terms.
 - d. quotas for research may be allocated to research institutions.
- 5) Conservation and management measures shall be developed, to the extent possible, taking into account consultations with stakeholders, and may be implemented *inter alia* through Fisheries Management Plans, Regulations, public notice, in writing, or otherwise as provided in these Regulations.

5. Fisheries Management Plans

- 1) The Coordinator may cause to be drawn up Fisheries Management Plans for any fishery or area in the Fisheries Waters and shall ensure consultation with relevant stakeholders in the development of each Plan.
- 2) A Fisheries Management Plan may apply to all persons, all vessels and all fishing and related activities.
- 3) Each Fisheries Management Plan shall be consistent with the principles of these Regulations and shall:
- a. identify the characteristics of the fisheries resource(s) and the area, including as appropriate the
 - ii. current status of the fisheries and the resource;
 - iii. current state of exploitation;
 - iv. relevant traditional artisanal fishing methods and practices;
 - v. boundaries of any relevant area; and
 - vi. relevant regional and international context;
 - b. identify the management objectives and strategy for the fishery;
 - c. as appropriate, identify development strategies for the fishery;

The operator of each fishing vessel entering or exiting the Fisheries Waters shall declare the type and quantity of fish on board by email, High Frequency Radio or facsimile to the Bureau of National Fisheries at least twenty-four (24) hours prior to each entry and exit.

**PART IV
LICENSES AND AUTHORIZATIONS - REQUIREMENTS AND PROCEDURES**

14. Licenses and authorizations required

- 1) A valid and applicable license issued under the authority of the Bureau shall be required for:
 - a. using a fishing vessel for industrial fishing or related activities in the Fisheries Waters;
 - b. using a fishing vessel for semi-industrial fishing or related activities in the Fisheries Waters
 - c. using a vessel for artisanal fishing in the Fisheries Waters;
 - d. using any vessel for research fishing in the Fisheries Waters; and
 - e. such other activities for which a license is required by an applicable Fisheries Management Plan or as may be prescribed from time to time.
- 2) A valid and applicable written authorization issued by the Bureau shall be required for:
 - a. each transshipment to or from a Liberian fishing vessel in the Fisheries Waters or on the high seas;
 - b. each transshipment to or from a foreign fishing vessel in the Fisheries Waters;
 - c. deployment and maintenance of a fish aggregating device; and
 - d. using a foreign fishing vessel to enter a Liberian port.
- 3) For the purposes of this section and notwithstanding any other provision of these Regulations, the Minister may, in a Fisheries Management Plan or by Notice, declare any activity within the scope of these Regulations to be subject to a license or authorization.

15. Grant, renewal and issuance of licenses and authorizations

- 1) The Coordinator may grant or renew licenses or authorizations for any purposes specified in section 14 of these Regulations or which may be required under any applicable Fisheries Management Plan or international agreement.
- 2) The Coordinator shall, in granting or renewing a license under subsection (1), act in accordance with the procedures required pursuant to these Regulations and such other transparent and accountable standards as may be determined and published.
- 3) The Coordinator shall promptly issue such licenses or authorizations when all required conditions under these Regulations have been met.
- 4) Where the Coordinator declines to issue or renew a license or authorization, she/he shall state in writing reasons for the decision, and promptly transmit them to the applicant.

16. Standards for approval or renewal of licenses and authorizations

- 1) In approving or renewing licenses and authorizations pursuant to these Regulations, and in setting the level of any performance bond required under section 17(1), the Coordinator shall take into account the extent to which the relevant vessel, including its operator or other relevant person, as appropriate, has:

- a. the ability to comply with or has complied with these Regulations, relevant laws of the Republic of Liberia and any applicable licensing terms and conditions, Fisheries Management Plan or international agreement, and such other standards as may be required in writing by the Coordinator;
 - b. the ability to comply with or has complied with other applicable regional and international obligations;
 - c. complied with all applicable vessel registration requirements;
 - d. provided all required data and information;
 - e. in the case of an operator or person, complied with applicable laws of other States and international conservation and management measures; and
 - f. complied with the requirements of the Maritime Law, Title 21 of the Laws of the Republic of Liberia.
- 2) In approving or renewing licenses and authorizations in respect of any foreign fishing vessel pursuant to these Regulations, and in setting the level of any performance bond required under section 17(1), the Coordinator shall take into account the ability of the relevant flag State to ensure compliance by its fishing vessels with the laws of coastal States and international conservation and management measures.

17. Preconditions for license issuance to foreign fishing vessels

- 1) The Coordinator may require as a precondition of issuing a license to any foreign fishing vessel that a performance bond be provided by the applicant in accordance with section 1 of Schedule 1 as a financial guarantee for the fulfilment of all obligations arising out of the license and these Regulations, including potential costs relating to rescue, other cost recovery and fines, penalties or compensation for violations against these Regulations. Such performance bonds shall be drawn upon in accordance with section 2 of Schedule 1.
- 2) A fishing license shall not be issued to a foreign fishing vessel unless an agent has been appointed for that vessel in accordance with subsection (3) for the purpose of receiving and responding to any legal process relating to the foreign fishing vessel, its owner, operator, master and/or crew.
- 3) An agent appointed pursuant to subsection (2) shall be a Liberian citizen or a non-citizen who has resided continuously within Liberia for a period not less than five (5) years immediately prior to the appointment and who does not have a criminal record.

18. Preconditions for license issuance to semi-industrial and industrial fishing vessels

A semi-industrial or industrial fishing license may be approved but shall not be issued or have legal force or effect unless the relevant vessel submits to a pre-fishing inspection at the port of Monrovia and it is established in writing by a fisheries inspector that all required license conditions have been met, including that all gear on board is authorized pursuant to the approved license.

19. Requirements for denial of licenses or authorizations

- 1) A license or authorization shall not be issued where:
 - a. the relevant vessel is not intended for use as a fishing vessel;
 - b. the relevant vessel does not hold a valid and applicable registration, or holds more than one registration;
 - c. the relevant vessel is a foreign vessel and does not have a valid and applicable authorization or license to fish in areas beyond national jurisdiction;
 - d. the issuance of a license would be contrary to any applicable Fisheries Management Plan;

- e. within the previous six (6) years, the applicant, or a vessel or person associated with the applicant, has been convicted of an offence pursuant to these Regulations or any international agreement;
 - f. the applicant, vessel, or associated person has been charged with an offence pursuant to these Regulations more than three times and has:
 - i. not submitted to judicial or administrative procedures; or,
 - ii. has submitted to judicial or administrative procedures but has not fully complied with the final decision or determination;
 - g. the issuance of the license would be inconsistent with an international agreement;
 - h. the fishing vessel is a foreign fishing vessel and has not met requirements for provision of a performance bond or appointment of an agent required under section 17(1);
 - i. the activity is likely to threaten the sustainability of a fishery resource;
 - j. in the case of a foreign fishing vessel, an agent has not been appointed; or
 - k. a vessel has been included on a list of illegal, unreported and unregulated fishing vessels established and maintained by a competent regional fishery body in accordance with its rules and procedures.
- 2) A license or authorization shall not be issued to or renewed for any fishing vessel if that vessel was previously licensed or authorized by a foreign State for fishing within or beyond areas of national jurisdiction and was convicted of a violation under national law or undermined the effectiveness of international conservation and management measures, and, as a consequence:
- a. the foreign State suspended such license or authorization, and the suspension has not expired; or
 - b. the foreign State, within the last three years preceding the application for a license under this Section, withdrew such license or authorization.
- 3) The restriction in subsection (2) does not apply if the ownership of the vessel has changed since the vessel undermined international conservation and management measures, and the new owner has provided sufficient evidence to the Bureau demonstrating that the previous owner or operator has no further legal, beneficial or financial interest in the vessel.
- 4) For the purpose of subsection (1)(e) the term ‘associated’ shall include situations where the same legal or beneficial owner, or agent is shared.

20. Application for the grant or renewal of licenses or authorizations

- 1) Except where otherwise prescribed, an application for a license or authorization under these Regulations shall:
- a. contain such information as may be required in these Regulations or in writing by the Coordinator or as may be prescribed by regulations;
 - b. be in the relevant form set out in Schedule 2 or such other form as may be approved by the Minister;
 - c. in the case of an industrial fishing vessel, be accompanied by a fishing plan which shall specify for each month of the full period of validity of a licence or authorization, a fishing plan including the:
 - i. fishing gear to be used;
 - ii. species to be targeted for fishing, and expected quantity;
 - iii. species that will constitute by catch and expected quantity; and
 - iv. area in which fishing or related activities will take place;
 - d. be accompanied by such application fee as may be prescribed or required by the Bureau in writing by public notice; and

- e. be made in accordance with such procedures and other requirements as may be approved by the Coordinator.
- 2) A non-refundable application fee shall be payable and shall accompany every application for a license or authorization required pursuant to these Regulations or the renewal of such license or authorization.
- 3) Where:
- a. the Coordinator considers that an application has been made for an inappropriate class of license;
 - b. there is insufficient evidence or information accompanying the application upon which to make a recommendation regarding the application;
 - c. the information accompanying the application appears to be false, misleading or inaccurate; or
 - d. upon such other grounds as may be approved by the Minister,
- the Coordinator shall return the application to the applicant with details of her/his reasons for returning the application, and the applicant may submit a revised application with such additional evidence or information as may be appropriate.
- 4) If the information on an application is found to be false, misleading or inaccurate the Coordinator may decline to grant the license or authorization, or if such information is discovered to be false, misleading or inaccurate after the grant of the license or authorization, the Coordinator may suspend or cancel the license or authorization.

21. Terms and conditions of licenses and authorizations

- 1) A license granted under these Regulations:
- a. shall be subject to the terms and conditions, requirements and endorsements as are provided in these Regulations or as may be otherwise prescribed or required by the Coordinator from time to time;
 - b. subject to subsection (2), enters into force on the date specified in it;
 - c. unless sooner revoked or suspended in accordance with these Regulations, remains in force until the date on which it expires in accordance with the period approved by the Coordinator from time to time for the class of license or authorization to which it belongs; and
 - d. may be subject to a performance bond issued in accordance with section 17(1).
- 2) No license or authorization shall be issued unless:
- a. the approved fee and other required charges have been paid at the required time; and
 - b. where applicable:
 - ii. a performance bond has been issued and notified to the Coordinator; and
 - iii. any access fee and/or other charges payable under any relevant access agreement have been paid.
- 3) The holder of a license or authorization issued under these Regulations shall:
- a. comply with these Regulations, the laws of the Republic of Liberia, any applicable access agreement, Fisheries Management Plan, and international conservation and management measures;
 - b. comply with all relevant provisions of national law relating to navigational standards and the safety of vessels at sea; and
 - c. not engage in fishing or related activities except as stated in the license or authorization.

- (iii) the species of fish returned from the vessel to the sea, the reason for the discard, the quantity of each species by weight or number;
- b. the place of landing or transshipment;
- c. such other information as may be prescribed or as the Coordinator may require; and
- d. certifying that information provided pursuant to sub-paragraphs (a), (b) and (c) are true.

33. Transfer of Semi-industrial and Industrial Fishing Licenses

A semi-industrial or industrial fishing license shall:

- a. be issued to a specific fishing vessel;
- b. be personal to the holder of that license; and
- c. not be transferred to another person or vessel except with the written approval of the Coordinator, and subject to the conditions determined by the Coordinator, including the payment of such fees as may be prescribed or required in writing by the Coordinator.

34. Conditions for artisanal fishing vessels

- 1) Every artisanal fishing vessel shall be marked with a registration number and such other identification markings as may be prescribed or required in writing by the Coordinator.
- 2) On receipt of an application for registration of an artisanal fishing vessel made under these Regulations, the Coordinator, shall as soon as practicable, cause the vessel to which the application refers to be inspected and if, upon such inspection, the vessel is found to be fit for fishing and meets the prescribed safety standards, the Coordinator shall assign identification markings to the vessel and on payment by the applicant of the prescribed registration fee, issue to the owner of the vessel a certificate of registration.
- 3) The Coordinator may:
 - a. determine from time to time the total number artisanal fishing vessels to be licensed and may refuse to license additional artisanal fishing vessels once this number has been met; and
 - b. specify conditions of licensing for an artisanal vessel relating to the area in which it is permitted to fish and the use of its fishing gear.

35. Requirements for transshipment

- 1) The operator of a fishing vessel intending to engage in, or engaging in transshipment shall:
 - a. only transship:
 - (i) at the port of Monrovia or such other port or prescribed area in the Republic of Liberia that may be designated by the Coordinator;
 - (ii) at the time authorized for transshipment; and
 - (iii) pursuant to a valid and applicable authorization issued pursuant to these Regulations and on such terms and conditions that may be required by the Coordinator;
 - b. provide seventy-two (72) hours prior notice, or such other prior notice as may be prescribed or the Coordinator may require, to the Coordinator of a request to tranship any or all of the fish or fish products on board and provide the name of the vessel, its international radio call sign, its

position, the catch on board by species, the time and such other information that may be prescribed or required by the Coordinator;

- c. fulfil the revenue and finance laws of general applicability in the Republic of Liberia; and
 - d. submit full reports on transshipments on forms that may be prescribed or required by Coordinator in accordance with these Regulations.
- 2) The operator of a fishing vessel engaging in transshipment shall comply with such procedures as may be required by the Coordinator, including placement of a fisheries inspector or observer on board, to:
- a. obtain and verify data, including on the quantity and species transshipped; and
 - b. determine when transshipment has been completed,
- and such other procedures as may be prescribed or otherwise required by the Coordinator, or in the case of a Liberian fishing vessel outside areas of national jurisdiction, an applicable international agreement.
- 3) During transshipment in the Fisheries Waters the operator of each vessel shall comply with all applicable laws relating to protection of the marine environment.
- 4) Transshipments shall be subject to such further conditions as may be prescribed or otherwise required by the Coordinator or required in any applicable Fisheries Management Plan.

36. Deployment and maintenance of a fish aggregating device

- 1) No person shall deploy or maintain a fish aggregating device in the Fisheries Waters without receiving prior written authorization by the Coordinator.
- 2) The Coordinator shall issue authorizations for deployment and maintenance of a fish aggregating device in accordance with the principles for fisheries management in section 3 of these Regulations, and may decline to issue an authorization on that basis or attach such conditions as he thinks fit.

37. Prior information and authorization required for use of a port by a foreign fishing vessel

- 1) The operator of a foreign fishing vessel shall provide the Bureau with the information in Schedule 7 no later than twenty-four (24) hours before the estimated time of entry into any port in the Republic of Liberia.
- 2) After receiving the information required pursuant to subsection (1), as well as such other information the Coordinator may require to determine whether the vessel requesting entry into port has engaged in illegal, unreported and unregulated fishing or fishing related activities in support of illegal, unreported and unregulated fishing, the Coordinator shall decide whether to authorize or deny the entry of the foreign fishing vessel into its port and shall communicate this decision to the vessel or to its representative.
- 3) The operator of a foreign fishing vessel shall not use a port in the Republic of Liberia for landing, transshipping, packaging or processing of fish or for other port services including, *inter alia*, refuelling and resupplying, maintenance and drydocking, unless a written authorization for the use of such port has been issued by the Coordinator.

ensure that any person that harvests, receives, transports, stores or processes fish or places them on the market documents the information needed to make it possible at all times to trace fish and other resources back to a catch registered on a landing or sales note:

- a. holders of licenses, permits, endorsements or other authorities or approvals issued or granted under these Regulations;
- b. owners, operators, representatives, agents, and masters of fishing vessels licensed under these Regulations;
- c. owners or operators of any fishing vessel required to be registered pursuant to these Regulations;
- d. owners and persons in charge of any premises where fish or fish products are received, bought, sold, stored, transported, processed or otherwise disposed of; and
- e. any other person who is carrying out activities under the scope of these Regulations.

43. Registers to be maintained by the Bureau

- 1) The Bureau shall maintain registers which shall record details of:
 - a. each license issued pursuant to these Regulations;
 - b. each authorization issued pursuant to these Regulations;
 - c. each fishing vessel registered pursuant to these Regulations; and
 - d. such other matters as may be prescribed or required by the Coordinator.
- 2) The Bureau shall permit members of the public to inspect the register required to be maintained pursuant to subsection (1) during office hours. The Bureau may charge a reasonable fee for copies of the register.

PART VII

MONITORING, CONTROL, SURVEILLANCE AND COMPLIANCE

44. Monitoring, control and surveillance responsibility and functions

- 1) The Bureau shall have primary responsibility for the monitoring, control and surveillance of all activities falling within the scope of these Regulations and international agreements, and its functions shall include, *inter alia*, to:
 - a. monitor activities that fall within the scope of these Regulations, including the provision of information and data;
 - b. carry out surveillance over activities falling within the scope of these Regulations; and
 - c. ensure compliance with these Regulations.
- 2) In discharging the functions and responsibilities of the Bureau, the Coordinator shall coordinate and collaborate with relevant Government Ministries and agencies, including:
 - a. the Liberian Coast Guard, pursuant to its mandate in section 4.3 of the *National Defense Act of 2008* to render assistance with the protection of marine resources, including fisheries;
 - b. the Bureau of Maritime Affairs;
 - c. the Liberian National Police;
 - d. the Ministry of Justice; and
 - e. Bureau of Immigrations and Naturalization (BIN).

45. Fisheries inspectors – authority and functions

- 1) Fisheries inspectors shall exercise monitoring, control, surveillance and compliance functions pursuant to these Regulations:
 - a. within areas under national jurisdiction; and
 - b. in relation to such other laws and international conservation and management measures beyond areas of national jurisdiction in accordance with any international agreement.
- 2) Where fisheries inspectors exercise functions pursuant to subsection (1)(b), the provisions of these Regulations are applicable as if the duties were performed in areas under national jurisdiction.
- 3) The following persons are deemed to be fisheries inspectors for the purposes of these Regulations:
 - a. the Coordinator;
 - b. public officers employed by the Bureau who are appointed in writing by the Coordinator as fisheries inspectors;
 - c. officers of the Bureau of Immigration and officers of the Liberian National Police of the rank of sergeant or above, with the approval of the Minister of Justice;
 - d. members of the Liberian Coast Guard, with the approval of the Minister of Defence.
- 4) The Coordinator, in consultation with the Minister may, in writing, based on such criteria as may be prescribed, authorise experienced foreign fisheries inspectors who have taken an oath to enforce these Regulations to exercise the rights and responsibilities of a fisheries inspector:
 - a. in the Fisheries Waters; or
 - b. on behalf of Liberian fisheries inspectors in areas beyond national jurisdiction,

in accordance with these Regulations and any applicable international agreement, and such inspectors shall have full legal status under these Regulations and the jurisdiction of the Republic of Liberia for the purposes of these Regulations.

46. Appointment of fisheries inspectors

- 1) In addition to Section 46(3) the Coordinator may, in writing, appoint any other trained and qualified person or category of persons as fisheries inspectors for the purposes of these Regulations, and such personnel shall exercise all powers and privileges accorded by these Regulations and as may be conferred on national police officers and members of the Liberian Coast Guard.
- 2) The Coordinator may limit the exercise of any powers and functions of a fisheries inspector to a specific area or period of time.

47. Powers of fisheries inspectors

- 1) The application of this section extends to all activities falling within the scope of these Regulations.
- 2) A fisheries inspector may, for purposes of monitoring, control, surveillance, enforcement and/or administration of these Regulations and activities that fall within its scope, without a warrant:
 - a. stop, board, enter, search and stay on board for purposes of exercising his or her powers under these Regulations:
 - i. any vessel in the Fisheries Waters which she/he has reason to believe has been used, is being used or is intended to be used for fishing or a related activity;
 - ii. any Liberian vessel outside the Fisheries Waters; or

PIÈCE JOINTE 8

Tableau identifiant les navires frigorifiques actuellement immatriculés au Liberia

Navires frigorifiques battant pavillon libérien autorisés à participer à des opérations de transbordement

Nom du navire	Indicatif d'appel	N° OMI	Pavillon	Statut
FRIO OLYMPIC	A8EJ6	8801802	Liberia	Actif
PRINCE OF SEAS	A8JI5	9014444	Liberia	Actif
FRIO IONIAN	ELPE2	9014793	Liberia	Actif
TAGANROGSKIY ZALIV	A8UC4	9016973	Liberia	Actif
BONAIRE TRADER	D5GP9	9340922	Liberia	Actif
GREEN GLACIER	D5HI8	9004401	Liberia	Actif



le 12 février 2015

M. Rondolph Payet
Secrétaire exécutif
Commission des thons de l'océan Indien (CTOI)
PO box 1011, Victoria, Mahé
Seychelles
courriel : secretariat@iotc.org

Objet : Candidature du Liberia au statut de partie coopérante non contractante

M. le Secrétaire,

Cette lettre fait office de candidature du Liberia au statut de partie coopérante non contractante (« CNCP ») de la Commission des thons de l'océan Indien (« CTOI »). Veuillez noter que la raison de notre demande de devenir CNCP de la CTOI est que nous avons dans notre Registre libérien des navires frigorifiques qui participent à des activités de transbordement dans la zone de compétence de la CTOI. Les informations suivantes répondent aux exigences d'obtention du statut de CNCP et sont soumises en appui à la candidature du Liberia :

1. lorsqu'elles sont disponibles, données historiques sur les pêcheries dans la zone de compétence de la CTOI, dont les captures nominales, le nombre/type de navires, le nom des navires de pêche, l'effort de pêche et les zones de pêche ;
2. la totalité des données que les parties contractantes doivent soumettre à la CTOI au titre des résolutions adoptées par la CTOI ;
3. des informations détaillées sur la présence de pêche actuelle dans la zone de compétence de la CTOI, sur le nombre de navires et sur les caractéristiques de ceux-ci ;
4. des informations sur les éventuels programmes de recherches conduits dans la zone de compétence de la CTOI, y compris leurs résultats ;
5. un engagement à respecter les mesures de conservation et de gestion de la Commission ;
6. des extraits pertinents du projet de Loi sur la pêche du Liberia ; et
7. un tableau identifiant les navires frigorifiques actuellement immatriculés au Liberia.

Merci de bien vouloir accuser réception de cette candidature et de nous indiquer si le Liberia peut obtenir le statut de CNCP.

Cordialement,

Sincerely,

Augustine Kpebe Ngafuan
MINISTER